

GREFFE
du Tribunal de Commerce de
NANTES
6 allée de l'Île Gloriette
BP 64623
44046 NANTES CEDEX 1

CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

Concernant :

S.A.R.L.
A.D. CONSEIL
7 RUE MATHURIN BRISSONNEAU
44100 NANTES

Dépôt effectué par :

S.A.R.L.
A.D. CONSEIL
7 RUE MATHURIN BRISSONNEAU
44100 NANTES

Numéro RCS : NANTES B 403 106 925

<59536/1995B01434>

Pièces déposées le 31/03/2000

Numéro : 2002117

P.V. D'ASSEMBLEE du 21/12/1999
- CHANGEMENT DE GERANT
- MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)

ACTE SSP en date du 21/12/1999
- CESSIION DE PARTS (OU DONATION)
- MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)
ENTRE M. MAUBOUSSIN JOEL ET M. FAULAT LUC

STATUTS MIS A JOUR 21/12/1999

ACTE SSP en date du 21/12/1999
- CESSIION DE PARTS (OU DONATION)
- MODIFICATION(S) STATUTAIRE(S)
ENTRE M. MAUBOUSSIN JOEL ET M. QUARY ROGER

BORDEREAU DE FRAIS

Exonéré Taxe	38,00 FRF	5,79 EUR
Soumis à Tva	39,00 FRF	5,95 EUR
Montant Tva	8,03 FRF	1,22 EUR
TOTAL T.T.C.	85,03 FRF	12,96 EUR

Le Greffier,

CESSION DE PARTS

LE MANS 72
NANTES 44
21 Janne 2000
36
d'enregistrement 1560 F
280 F (40 F x 720)
Le Receveur Principal

Les soussignés :

Joël MAUBOUSSIN

demeurant 72, rue Camille Flammarion, Nantes (44000),

ci-après dénommé "le Cédant", d'une part,

agissant en qualité d'associé de la société **A.D. Conseil**, société à responsabilité limitée au capital de 50 000 Francs, dont le siège est 7, rue Mathurin Brissonneau, 44100 Nantes, immatriculée sous le numéro RCS NANTES B 403 106 925,

LUC FAULAT,

demeurant 17, Ave des Lacs, à PESSAC (33),

ci-après dénommé "le Cessionnaire", d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à Nantes du 14 novembre 1995, enregistré à NANTES, il existe une société à responsabilité limitée dénommée A.D. Conseil, au capital de 50 000 Francs, divisé en 500 parts de 100 Francs chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 7, rue Mathurin Brissonneau, 44100 NANTES et qui est immatriculée sous le numéro RCS NANTES B 403 106 925. La société A.D. Conseil a pour objet principal l'Expertise Comptable.

Le Cédant possède 375 parts sociales de 100 Francs chacune qui lui ont été attribuées en représentation de son apport en numéraire lors de la création.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

CESSION

Monsieur Joël MAUBOUSSIN cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit à **Monsieur LUC FAULAT** qui accepte **325 parts de 100 francs** sur les 375 parts lui appartenant dans la Société.

Monsieur LUC FAULAT devient propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts.

Le Cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués aux dites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de **32 500 Francs** que Monsieur LUC FAULAT a payé à Monsieur Joël MAUBOUSSIN, qui le reconnaît et lui en donne quittance.

DECLARATION DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le Cédant déclare :

qu'il est né le 03/09/1963 à LE MANS (72),
qu'il est célibataire,
qu'il est de nationalité Française,
qu'il a la pleine capacité juridique d'aliéner,
que les parts cédées sont libres de tout nantissement et de tous autres droits.

h LF

SA

Le Cessionnaire déclare :

qu'il est né le 16 janvier 1959 à Bordeaux,
qu'il est marié avec Sophie MOREAU, née le 02/08/1962, sous le régime de la communauté légale, ~~en vertu d'un contrat de mariage reçu par notaire, préalable à leur union du 7/12/1991.~~
que les parts sont acquises au moyen de biens propres,
Madame Sophie FAULAT née MOREAU, son conjoint commun en biens intervient aux présentes, déclare qu'elle approuve la déclaration de son conjoint et qu'elle ne contestera jamais la qualité de biens propres desdites parts.
qu'il est de nationalité Française,

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966 et à l'article 9 des statuts, cette cession à un tiers étranger à la Société doit être soumise à l'agrément des associés.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 21 décembre 1999, la collectivité des associés a autorisé la présente cession et a déclaré agréer Monsieur Luc FAULAT, Cessionnaire, en qualité de nouvel associé. Une copie du procès-verbal de cette délibération, certifiée conforme par la gérance, demeure annexée à chacun des originaux des présentes.

REMISE DE PIECES

Le Cédant a remis présentement au Cessionnaire qui le reconnaît, la copie des statuts et celle du dernier bilan approuvé de la Société, lesquelles copies ont été certifiées conformes par la gérance de la Société.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le Cédant déclare que la société A.D. Conseil est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il déclare en outre que les parts cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers.

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

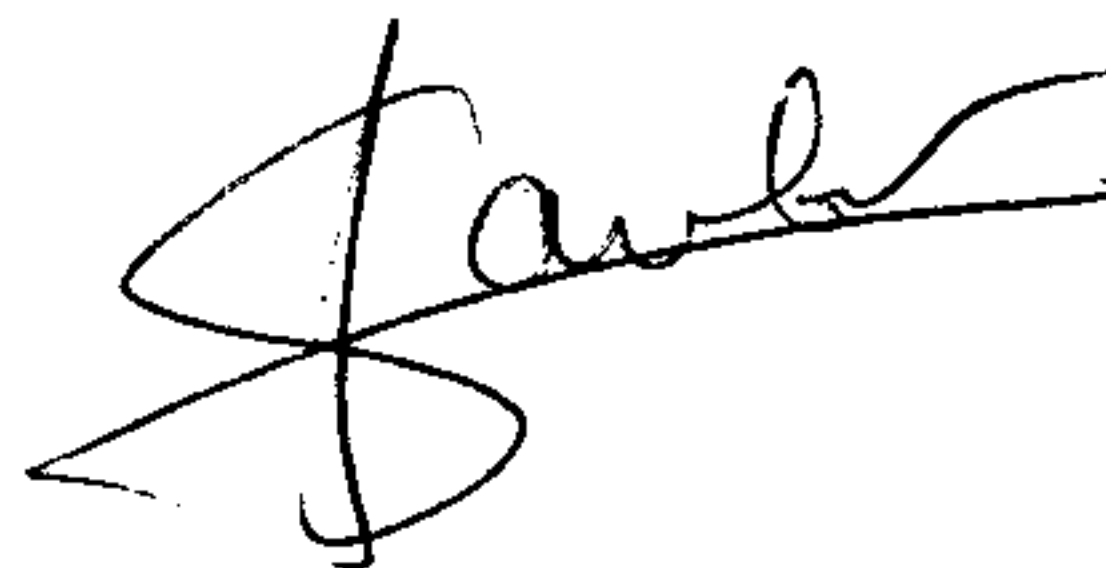
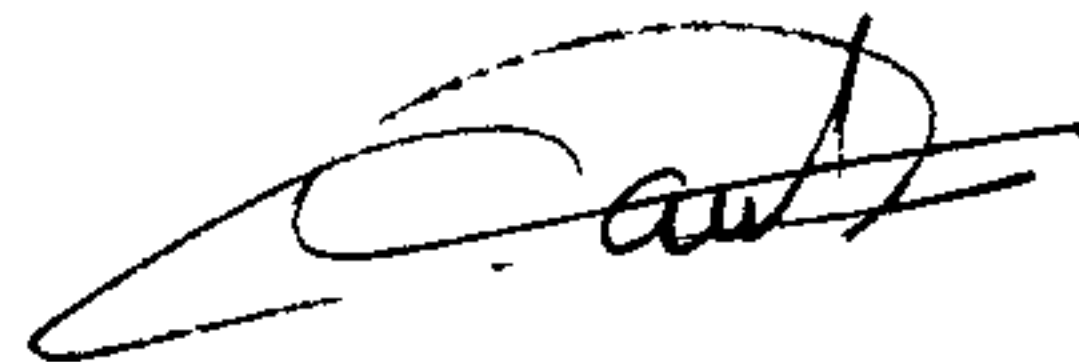
La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Nantes
Le 21 décembre 1999
en 7 originaux



CESSION DE PARTS

VISÉ POUR TIMBRES ET ENREGISTRÉ

A NANTES NORD-OUEST

Le 21 Janvier 2000

Bord 26 Case 2

Droits d'enregistrement : 240 F

Timbre : 280 F (40 F x 7 F)

Le Receveur Principal

D. C. 2000/01

Les soussignés :

Joël MAUBOUSSIN

demeurant 72, rue Camille Flammarion, Nantes (44000),

ci-après dénommé "le Cédant", d'une part,

agissant en qualité d'associé de la société **A.D. Conseil**, société à responsabilité limitée au capital de 50 000 Francs, dont le siège est 7, rue Mathurin Brissonneau, 44100 Nantes, immatriculée sous le numéro RCS NANTES B 403 106 925,

ROGER OUARY,

demeurant 9, route Grand Pré, à SAINT AIGNAN DE GRAN LIEU (44),

ci-après dénommé "le Cessionnaire", d'autre part,

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à Nantes du 14 novembre 1995, enregistré à NANTES, il existe une société à responsabilité limitée dénommée A.D. Conseil, au capital de 50 000 Francs, divisé en 500 parts de 100 Francs chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 7, rue Mathurin Brissonneau, 44100 NANTES et qui est immatriculée sous le numéro RCS NANTES B 403 106 925. La société A.D. Conseil a pour objet principal l'Expertise Comptable.

Le Cédant possède 375 parts sociales de 100 Francs chacune qui lui ont été attribuées en représentation de son apport en numéraire lors de la création.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

CESSION

Monsieur Joël MAUBOUSSIN cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit à **Monsieur Roger OUARY** qui accepte **50 parts de 100 francs** sur les 375 parts lui appartenant dans la Société.

Monsieur Roger OUARY devient propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachés à ces parts.

Le Cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués aux dites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix de **5 000 Francs** que Monsieur Roger OUARY a payé à Monsieur Joël MAUBOUSSIN, qui le reconnaît et lui en donne quittance.

DECLARATION DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le Cédant déclare :

qu'il est né le 03/09/1963 à LE MANS (72),

qu'il est célibataire,

qu'il est de nationalité Française,

qu'il a la pleine capacité juridique d'aliéner,

que les parts cédées sont libres de tout nantissement et de tous autres droits.

OR H

Le Cessionnaire déclare :

qu'il est né le 21/07/1951 à la Montagne,
qu'il est marié avec Brigitte MATRAT, née le 01/07/1953, sous le régime de la séparation de biens, en vertu d'un contrat de mariage reçu par notaire le 27/06/1975, préalable à leur union du 28/06/1975,
que les parts sont acquises au moyen de biens propres,
qu'il est de nationalité Française,

AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966 et à l'article 9 des statuts, cette cession à un tiers étranger à la Société doit être soumise à l'agrément des associés.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 21 décembre 1999, la collectivité des associés a autorisé la présente cession et a déclaré agréer Monsieur Roger OUARY, Cessionnaire, en qualité de nouvel associé. Une copie du procès-verbal de cette délibération, certifiée conforme par la gérance, demeure annexée à chacun des originaux des présentes.

REMISE DE PIECES

Le Cédant a remis présentement au Cessionnaire qui le reconnaît, la copie des statuts et celle du dernier bilan approuvé de la Société, lesquelles copies ont été certifiées conformes par la gérance de la Société.

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le Cédant déclare que la société A.D. Conseil est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il déclare en outre que les parts cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers.

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

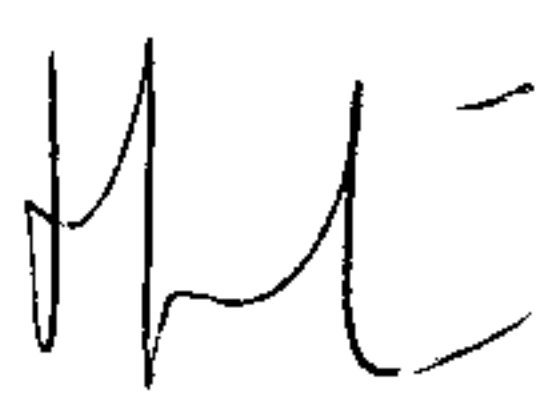
FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le Cessionnaire qui s'y oblige.

Fait à Nantes
Le 21 décembre 1999
en 7 originaux

Two handwritten signatures in black ink. The signature on the left is more stylized and cursive, while the one on the right is more angular and blocky.

A.D. CONSEIL
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 50 000 Francs
7, rue Mathurin Brissonneau
44100 Nantes
Siret : 403 106 925 00015
Code NAF : 741 C

*Certifié conforme à l'original,
le gérant, J. MAUBOUSSIN*


**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DU 21 DECEMBRE 1999**

L'an mil neuf cent quatre-vingt dix-neuf,

Le 21 décembre à onze heures,

Les Associés de la société **A.D. Conseil**, société à responsabilité limitée au capital de 50 000 francs, divisé en 500 parts sociales de 100 francs chacune, se sont réunis au siège social.

Monsieur **Joël MAUBOUSSIN** constate que sont présents à la réunion :

Monsieur **Joël MAUBOUSSIN**

titulaire de trois cent soixante quinze parts, ci..... 375 parts

Monsieur **Denis ALLAIRE**

titulaire de cent vingt-cinq parts, ci..... 125 parts

TOTAL DES PARTS

500 parts

L'Assemblée étant ainsi régulièrement constituée, peut valablement délibérer.

Monsieur **MAUBOUSSIN** dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- le rapport de gestion établi par la Gérance,
- les comptes annuels au 30 septembre 1999,
- le rapport spécial sur les conventions visées à l'article 50 de la loi du 24 juillet 1966 ,
- le texte des résolutions qui seront soumises à l'Assemblée.

et déclare que les documents ci-dessus ont été mis à la disposition des associés dans les délais prévus par la loi.

Monsieur **MAUBOUSSIN** rappelle que l'Assemblée est appelée sur l'ordre du jour suivant :

A.D. CONSEIL
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 50 000 Francs
7, rue Mathurin Brissonneau
44100 Nantes
Siret : 403 106 925 00015
Code NAF : 741 C

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion établi par la Gérance,
- Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1999 et quitus à la Gérance,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Lecture du rapport spécial sur les conventions visées à l'article 50 de la loi du 24 juillet 1966, et décision à cet égard,
- Démission du Gérant ,
- Nomination d'un nouveau gérant,
- Questions diverses,
- pouvoir pour l'accomplissement des formalités.

Enfin, il déclare la discussion ouverte.

Après un échange de vues entre les associés, et personne ne demandant plus la parole, les résolutions figurant à l'ordre du jour sont mises aux voix :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion de la Gérance sur l'activité de la société et sa situation pendant l'exercice clos le 30 septembre 1999, approuve les comptes et le bilan du dernier exercice, tel qu'ils ont été présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ce rapport.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de la résolution qui précède, donne quitus entier et sans réserve à la Gérance pour sa gestion au cours de l'exercice écoulé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

A.D. CONSEIL
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 50 000 Francs
7, rue Mathurin Brissonneau
44100 Nantes
Siret : 403 106 925 00015
Code NAF : 741 C

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article 223 Quater du Code Général des Impôts, approuve qu'aucune dépense somptuaire, visée à l'article 39-4 du code précité, n'est enregistrée dans les comptes.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition de la gérance et après avoir constaté que les comptes font apparaître un bénéfice de 10 822 Francs, décide de l'affecter au compte "report à nouveau" à concurrence du solde débiteur avant répartition, (soit 7 498 francs) et le solde en réserve légale.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial sur les conventions visées à l'article 50 de la loi du 24 juillet 1966 et statuant sur ce rapport, approuve successivement chacune desdites conventions.

L'intéressé n'ayant pas pris part au vote, cette résolution est adoptée à l'unanimité des autres associés présents ou représentés.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte du désir manifesté par Monsieur Jöel MAUBOUSSIN de démissionner de ses fonctions de gérant et le remercie pour les services rendus à la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

A.D. CONSEIL
Société à Responsabilité Limitée
au capital de 50 000 Francs
7, rue Mathurin Brissonneau
44100 Nantes
Siret : 403 106 925 00015
Code NAF : 741 C

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale nomme en qualité de gérant, Monsieur Roger OUARY demeurant Route Grand Pré à Saint Aignan de Grandlieu, pour une durée indéterminée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Monsieur Roger OUARY entre en séance, déclare qu'il accepte les fonctions de gérant et qu'il n'est frappé par aucune mesure ou disposition susceptibles de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

HUITIEME RESOLUTION

En conséquence de ce qui précède, l'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt prescrites par la loi.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CLOTURE

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, qui après lecture, a été signé par les associés.

A.D. Conseil

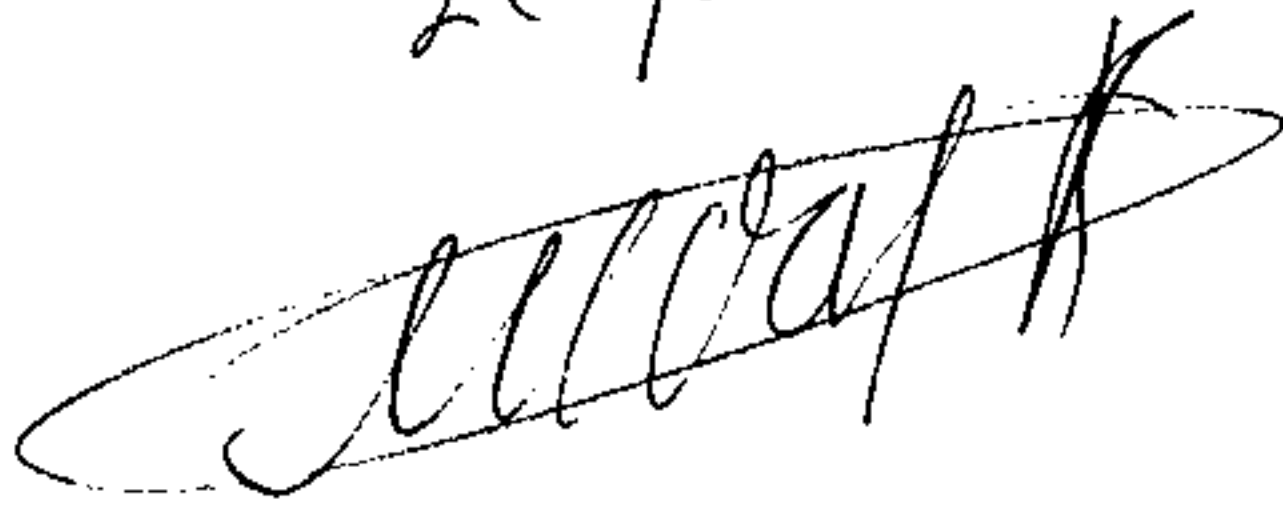
Société à Responsabilité limitée au capital de 50 000 Francs

7, rue Mathurin Brissonneau

44100 Nantes

RCS Nantes B 403 106 925 00015 - NAF: 741C

*Certifié conforme
Le gérant*

**STATUTS MIS A JOUR**

**(Après cession de parts social par Monsieur Joël MAUBOUSSIN au profit de Messieurs
Luc FAULAT et Roger OUARY en date du 21 décembre 1999)**

Par acte sous seing privée en date du 14 novembre 1995,

les soussignés:

Monsieur Joël MAUBOUSSIN,

Expert comptable membre de l'ordre régional des Experts Comptables d'Angers, Pays de la Loire,
demeurant: 72, rue Camille Flammarion, Nantes (44000), né le 03 septembre 1963 au Mans (72);

et

Monsieur Denis ALLAIRE,

demeurant: Les Bouteilles, Le Bignon (44140), né le 18 Août 1964 à Nantes (44);

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée constituée par le présent acte.

Article 1er - Forme

Il existe, entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés à responsabilité limitée, ainsi que sur l'organisation et l'exercice des professions d'Expert Comptable, et par les présents statuts.

Article 2 - Dénomination

La dénomination est : A.D. Conseil

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société à responsabilité limitée" ou des lettres S.A.R.L. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention du Tableau de la circonscription de l'Ordre, où la société est inscrite.

Article 3 - Objet

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice de la profession d' Expert Comptable, telles qu'elle est définie par l'ordonnance du 19 Septembre 1945 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans des entreprises de toute nature à l'exception, et sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre , de celles ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, septième alinéa de l'Ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité

Aucune personne ou groupement d'intérêts, extérieurs à l'Ordre, ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de sa profession ou l'indépendance de ses associés Experts-Comptables, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.



Article 4 - Siège Social

Le siège de la société est fixé à:

7, rue Mathurin Brissonneau

44100 Nantes

Il pourra être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs, en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

Article 5 - Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 - Apports - Formation du capital

Monsieur Joël MAUBOUSSIN apporte à la société une somme en espèces de trente sept mille cinq cents francs (37.500 francs),

Monsieur Denis ALLAIRE apporte à la société une somme en espèces de douze mille cinq cents francs, (12.500 francs).

Article 7 - Avantage particulier

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

Article 8 - Capital social - Liste des associés - Répartition des parts

Le capital social est fixé à la somme de 50.000 francs.

Il est divisé en 500 parts de 100 francs chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante:

- A Monsieur Joël MAUBOUSSIN : part sociale, numérotées de 1 à 375 inclus, soit 375 parts
- À Monsieur Denis ALLAIRE : part sociale, numérotée 376 à 500 inclus, soit 125 parts,

Total du nombre de parts sociales composant le capital social 500 parts soit 500 parts sociales.

Suite à la cession des parts sociales de Monsieur MAUBOUSSIN en date du 21 décembre 1999,

Les parts sociales sont attribuées comme suit :

A Monsieur Luc FAULAT: parts sociales numérotées de 1 à 325 inclus,	soit 325 parts,
A Monsieur Roger OUARY: parts sociales numérotées de 326 à 375 inclus,	soit 50 parts,
A Monsieur Denis ALLAIRE: parts sociales numérotées de 376 à 500 inclus,	soit 125 parts,

Total égal au nombre de parts composant le capital social: 500.

Article 8 - Augmentation ou réduction du capital et négociation des rompus

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des parts sociales anciennes contre les parts sociales nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 8 des présentes sur les quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels Experts-Comptables.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 Juillet 1966.

Article 9 - Transmission des parts

1. Transmission entre vifs

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associé, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant. Ces dispositions s'appliquent alors même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'indemnité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

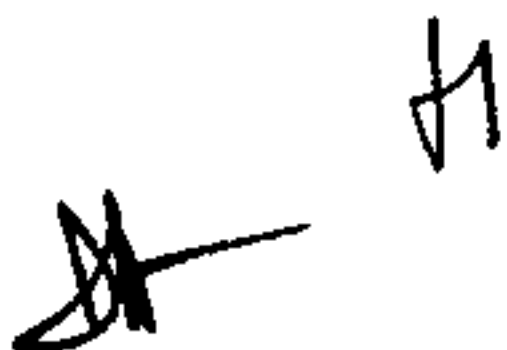
Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt aux taux légal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demande d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsqu'aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexée toutes pièces justificatives.

Handwritten signature and initials in black ink, located at the bottom left of the page.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions de l'article 45 de la loi du 24 juillet 1966 et du présent acte, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

La signification par voie d'huissier peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

2. Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayants droits ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert-comptable associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de cette notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec avis de réception ou par acte extrajudiciaire.



Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis l'agrément est réputé acquis.

3. Liquidations d'une communauté de biens entre époux

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous les héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom. Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associé des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4. Agrément du conjoint comme associé durant la communauté de biens

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de part effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du code civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

Article 12 - Exclusion d'un professionnel associé

Le professionnel associé radié du Tableau cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la Société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts sociales afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 8 des présentes pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts, et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-1 du Code Civil.

Article 13 - Indivisibilité et démembrement des parts sociales

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-proprétaire (article 1844 alinéa 3C.civ.).

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-proprétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Article 14 - Responsabilité des associés

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis-à-vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les experts-comptables assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque expert-comptable en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux doivent être assortis de la signature personnelle de l'expert-comptable ainsi que du visa ou de la signature sociale.

Article 15 - Gérance

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés experts-comptables et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales

Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Two handwritten signatures in black ink, one appearing to be 'JA' and the other a stylized 'H'.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 16 - Décisions collectives

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises, obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quant elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas.

Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots "oui" ou "non".



Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 17 - Majorités

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois; les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article des statuts où figurait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions.

Article 18 - Année sociale

L'année sociale commence le 1er Octobre et finit le 30 Septembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 30 Septembre 1996.

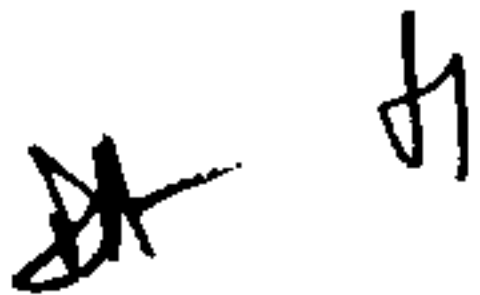
En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront attachés à cet exercice.

Article 19 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour constituer le fonds de réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.



Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de réserves dont elle a la disposition; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 20 - Contestations

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société ou entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts-Comptables

Article 21 - Nomination du premier gérant .

Le premier gérant de la société, nommé sans limitation de durée, est Monsieur Joël MAUBOUSSIN

Le gérant ainsi nommé est tenu de consacrer tout le temps nécessaire aux affaires sociales.

Article 22 - Jouissance de la personnalité morale - Immatriculation au registre du commerce et des sociétés - Engagements de la période de formation

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

~~L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des actionnaires depuis le [] à l'adresse prévue du siège social.~~

Les associés donnent mandat à Monsieur Joël MAUBOUSSIN de prendre pour le compte de la société les engagements nécessaires préalablement à l'immatriculation de la société.

Ces engagements seront également repris par la société par le fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Le gérant est en outre expressément habilité, dès sa nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans ses pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de sa conformité avec les mandats ci-dessus définis et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

Article 23 - Publicité - Pouvoirs

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la gérance. Monsieur Joël MAUBOUSSIN est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à *Nantes*

Le

14 Nov 95

En 8 exemplaires originaux

